UFAP
UNSa Justice

UR UFAP TOULOUSE

MONSIEUR LE MINISTRE, PLACE AUX ACTES !

Le 4 novembre 2026

Mardi 3 novembre, une arme à feu à barillet et un chargeur approvisionné, non adapté à cette arme, ont été découverts au quartier de semi-liberté (QSL) du centre pénitentiaire de Seysses, grâce à la vigilance des personnels.

Ce mercredi 4 novembre, aux abords de l'établissement, deux agents de l'Équipe Régionale d'Intervention et de Sécurité (ÉRIS), qui effectuaient un footing dans le cadre du maintien de leur condition physique opérationnelle, ont aperçu un individu dissimulant son visage sous une capuche et un masque, en train d'effectuer une projection en direction de l'enceinte pénitentiaire. Lorsque l'individu a aperçu les deux agents de l'ÉRIS, il a immédiatement pris la fuite en courant à vive allure. Sans hésiter, les collègues se sont lancés à sa poursuite, sont parvenus à le rattraper puis à le maîtriser, faisant preuve d'une réactivité et d'un sang-froid remarquables. D'autres personnels de l'établissement sont ensuite intervenus en renfort afin de maintenir l'individu sous contrôle jusqu'à sa prise en charge par les forces de l'ordre.

DEUX AGENTS ÉRIS EXEMPLAIRES : DES ACTES, DES RÉCOMPENSES !

L'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse tient à saluer avec force le **sang-froid, la vigilance, la réactivité et la maîtrise professionnelle** de ces deux agents. Leur intervention illustre parfaitement l'exigence opérationnelle et la disponibilité permanente des personnels ÉRIS : même au cours d'une séance d'entretien physique, leur sens du service et leur capacité d'action ont permis de mettre fin à une situation préoccupante.

Une simple formule de félicitations ne saurait suffire**. L'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse** demande que ces deux agents fassent chacun l'objet d'une récompense administrative à la hauteur de leur engagement et du professionnalisme dont ils ont fait preuve.

Nous saluons également les collègues intervenus en renfort, ainsi que tous les personnels mobilisés lors des événements des 3 et 4 novembre.

LES ANNONCES NE REMPLACERONT JAMAIS LES PLACES… NI LES AGENTS !

Pendant que Gérald Darmanin, Garde des Sceaux annonce de nouvelles prisons modulaires, le programme des 15 000 places nettes lancé en 2018 par le Président de la République et prévu à l'horizon 2027 accuse un retard majeur : selon les documents budgétaires présentés à l'automne 2026, seules **5 711 places nettes** ont été livrées, soit **à peine 38 % de l'objectif**.

Ce sont les agents qui doivent gérer, chaque jour, les conséquences très concrètes de ce décalage entre les engagements et la réalité.

À Seysses comme ailleurs, la volonté de doubler la capacité d'accueil des QSL pour désengorger les maisons d'arrêt se concrétise déjà, notamment à Nîmes et à Béziers. Mais cette augmentation ne peut se faire au détriment de la sécurité des personnels ! **L'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse** exige des renforts humains, des infrastructures adaptées et des dispositifs de sécurité renforcés, notamment contre les projections. Les événements de ces dernières heures rappellent une évidence : avant d'accueillir davantage de personnes détenues, encore faut-il donner aux personnels les moyens de travailler en toute sécurité !

CE N'EST PAS AUX PERSONNELS DE COMPENSER PAR LEUR COURAGE LES RETARDS DES POLITIQUES CARCÉRALES.LEUR PROFESSIONNALISME MÉRITE DES RÉCOMPENSES, LEUR SÉCURITÉ EXIGE DES MOYENS !

Pour le Bureau Régionale
UFAP UNSa Justice UR de Toulouse
Cyrille JACQUET